ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 10 juillet 1972, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 4 août 1969 fixant le statut du président et des membres de la Commission permanente de contrôle linguistique et organisant le fonctionnement de celle-ci", a donné le 17 juillet 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e juli 1972 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het koninklijk besluit van 4 augustus 1969 tot regeling van de rechtstoestand van de voorzitter en van de leden van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht en tot regeling dezer werking", heeft de 17e juli 1972 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Les accords doivent être suivis de la date à laquelle chacun a été donné.

DISPOSITIF.

Pour des motifs de concordance générale, à la fin du liminaire de l'article 1er, les mots "est remplacé par ce qui suit" devraient être remplacés par les mots "est remplacé par la disposition suivante : ".

AANHEF.

Bij iedere akkoordbevinding moet de desbetreffende datum worden vermeld.

ARTIKELEN.

Terwille van de algemene overeenstemming schrijve men aan het slot van de inleidende volzin : " ... wordt door de volgende bepaling vervangen: ".

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
Fr. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.M. DUMONT eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 12 juillet 1972, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des dispositions de la loi du 20 juillet 1971 relatives à l'incinération des corps humains", a donné le 27 juillet 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 12e juli 1972 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de bepalingen van de wet van 20 juli 1971 betreffende lijkverbranding", heeft de 27e juli 1972 het volgend advies gegeven :

Il n'y a pas lieu de répéter dans le projet, des dispositions qui figurent déjà dans la loi ou qui ne font que la rappeler. En conséquence, l'article 1er du projet (cfr. art. 1er de la loi), l'article 6, alinéa final (cfr. article 13 de la loi), l'article 7, § 1er, alinéa 2, l'article 8, alinéa 2, ainsi que la disposition de l'article 3, alinéa 2, qui semble inutile, doivent être omis.

*

Par ailleurs, l'arrêté royal de 1932 utilisait les expressions "établissement crématoire" - que la loi reprend : cfr. son article 1er, alinéa 3 - et "four crématoire"; le mot "crématorium" ne figure pas dans le dictionnaire de Littré.

*

L'ordre dans lequel sont présentées les dispositions du projet n'est pas très judicieux; mieux vaudrait s'inspirer de la suite chronologique des opérations. Enfin, les dimensions du projet ne justifient pas la subdivision en chapitres.

*

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :
"Arrêté royal relatif à l'incinération des cadavres humains".

Article 2.

Cette disposition ne se concilie pas avec l'article 2 de la loi du 20 juillet 1971 qui règle la procédure pour la création d'un établissement crématoire. Si le Gouvernement estime que des conditions d'hygiène et de sécurité doivent être attachées à la création d'un four crématoire, cette disposition devrait être reprise dans le cadre de l'exécution de la loi du 20 juillet 1971 et non dans celui de la réglementation de la protection du travail.

.../...

Article 3.

L'intention du Gouvernement est de conserver le modèle de registre actuellement en usage, et donc de ne pas abroger l'arrêté ministériel du 6 avril 1933. L'article 3 doit être rédigé en conséquence.

*

Les dispositions des articles 7, § 2, et 11, § 3, alinéa 2, sont inutiles. Ce sont les familles qui procèdent aux inhumations de corps, à l'inhumation, au placement ou à la dispersion des cendres. Les communes doivent enregistrer ces opérations (Cfr. l'article 7, § ler, alinéa 3, du projet), ce qui permet le contrôle. Il n'y a aucune raison pour que le personnel de l'établissement crématoire se dessaisisse des cendres entre les mains d'un intermédiaire.

*
* *

Compte tenu de ces observations et d'autres menues remarques de pure forme, le texte suivant est proposé :

"Article ler.-

Les cadavres à incinérer doivent reposer dans un cercueil de bois léger, dont les parois ne peuvent avoir plus de 20 mm. d'épaisseur. S'il contient un cercueil intérieur de zinc, l'épaisseur de ce dernier ne peut excéder 1 mm.

Le cercueil ne peut être verni; toutefois, une couleur à l'eau peut être employée pour le teinter.

Les garnitures intérieures doivent être combustibles; aucun objet accessoire ne peut être déposé dans le cercueil.

.../...

Article 2.-

Les autorisations d'incinérer sont classées suivant l'ordre des opérations.

Il est tenu un registre dont le modèle est arrêté par le Ministre de l'Intérieur.

Article 3.-

La personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles ainsi qu'un membre de la famille du défunt peuvent assister à l'incinération.

Article 4.-

Les poignées et autres garnitures qui ne sont pas en bois sont enlevées avant l'introduction du cercueil dans la chambre d'incinération.

Une pièce en matière réfractaire, sur laquelle figure le numéro d'ordre de l'incinération, est introduite dans le four crématoire avec le cercueil.

Article 5.-

Après élimination des matières métalliques, les cendres sont pulvérisées.

Le bourgmestre de la commune dans laquelle le cimetière attenant à l'établissement crématoire est situé peut, en cas de force majeure, différer la remise des cendres.

.../...

Article 6.-

Les cendres à inhumer sont déposées avec la pièce réfractaire visée à l'article 4 dans une urne fermée hermétiquement et qui porte le numéro d'ordre de l'incinération.

En cas d'inhumation , le conseil communal fixe la superficie des fosses.

Article 7.-

§ 1er. Le columbarium peut être constitué de cellules ouvertes ou fermées.

Les dispositions des articles 6, 7 et 8 de la loi du 20 juillet 1971 lui sont applicables.

§ 2. Les cendres à placer dans un columbarium sont déposées avec la pièce réfractaire dans une urne fermée hermétiquement et qui porte le numéro d'ordre de l'incinération.

Lorsque les cellules sont ouvertes, l'urne cinéraire est enfermée dans une urne d'apparat en matière durable, dont le conseil communal détermine la forme, les dimensions et le matériau. L'urne d'apparat est fermée hermétiquement et fixée dans la cellule.

Article 8.-

Lorsque les cendres doivent être dispersées, elles le sont dans une parcelle gazonnée dont l'entretien incombe à la commune.

Elles sont dispersées au moyen d'un appareil conçu à cet effet et que seul le préposé manoeuvre.

.../...

Lorsque la dispersion dans le cimetière attenant à l'établissement a lieu immédiatement après l'incinération, les cendres sont recueillies dans l'appareil servant à la dispersion.

Lorsque la dispersion au cimetière doit être différée pour des motifs exceptionnels, les cendres sont conservées, avec la pièce réfractaire, dans un récipient fermé.

Lorsque la dispersion doit avoir lieu dans un autre cimetière ou à l'étranger, les cendres sont déposées avec la pièce réfractaire dans une urne fermée hermétiquement et qui porte le numéro d'ordre de l'incinération.

Les cendres qui n'auraient pas été retirées après un délai de trois mois sont dispersées, conformément aux alinéas 1er et 2, au cimetière où est situé l'établissement crématoire.

Article 9.-

L'inhumation, le placement dans un columbarium ou la dispersion de cendres sont consignés dans le registre tenu par la commune dans le cimetière de laquelle ils ont lieu.

Article 10.-

La personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles décide, s'il échet, du mode de transport de l'urne cinéraire, en veillant à ce qu'il se fasse avec décence.

Le transport est soumis aux autorisations requises pour le transport des cadavres.

.../...

Article 11.-

L'arrêté royal du 17 octobre 1932 qui porte exécution de la loi du 21 mars 1932 concernant l'incinération facultative des cendres humaines, modifié par l'arrêté royal du 31 août 1939, est abrogé.

Article 12.-

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté."

In het ontwerp hoeven geen bepalingen te worden opgenomen, die al in de wet staan of deze alleen in herinnering brengen. Men schrappe dus artikel 1 (cfr. artikel 1 van de wet), artikel 6, laatste lid (cfr. artikel 13 van de wet), artikel 7, § 1, tweede lid, artikel 8, tweede lid, alsook de blijkbaar overbodige bepaling van artikel 3, tweede lid.

*

Het koninklijk besluit van 1932 gebruikte in de Franse tekst de uitdrukkingen "établissement crématoire" - overgenomen in de wet : cfr. haar artikel 1, derde lid, - en "four crématoire" ; het woord "crématorium" staat niet in het woordenboek van Littré.

*

De opbouw van het ontwerp is niet bepaald oordeelkundig ; het zou beter zijn,uit te gaan van het chronologische verloop van de verrichtingen. Tenslotte wettigt de omvang van het ontwerp een indeling in hoofdstukken niet.

*

Het opschrift kan beter als volgt worden gelezen : "Koninklijk besluit betreffende de lijkverbranding".

.../...

Artikel 2.

Die bepaling is niet bestaanbaar met artikel 2 van de wet van 20 juli 1971 dat de procedure voor het vestigen van een crematorium regelt. Als de Regering aan de oprichting van een crematorium voorwaarden inzake hygiëne en veiligheid wil verbinden, dient dat te gebeuren in het kader van de uitvoering van de wet van 20 juli 1971, niet in het raam van de reglementering van de arbeidsbescherming.

Artikel 3.

De bedoeling van de Regering is, het model van het thans gebruikte register te handhaven en dus het ministerieel besluit van 6 april 1933 niet op te heffen. Artikel 3 moet dienovereenkomstig worden geredigeerd.

*

Het bepaalde in de artikelen 7, § 2, en 11, § 3, tweede lid, is overbodig. Tot de begraving van het lijk, tot de begraving, bijzetting en verstrooiing van de as wordt overgegaan door de familie. De gemeenten moeten die verrichtingen in een register optekenen (cfr. artikel 7, § 1, derde lid, van het ontwerp), zodat toezicht mogelijk wordt. Er is geen reden waarom het crematoriumpersoneel de as zou afgeven aan een tussenpersoon.

*
* *

Met inachtneming van het bovenstaande en van enkele lichte vormwijzigingen wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

.../...

"Artikel 1.-

Een te verbranden lijk moet geborgen zijn in een licht-houten kist met wanden van niet meer dan 20 mm dikte. De wand van de eventuele zinken binnenkist mag niet dikker zijn dan 1 mm.

De kist mag niet gevernist zijn ; ze mag wel worden gekleurd met waterverf.

De binnenbekleding moet brandbaar zijn ; geen ander voorwerp mag zich in de kist bevinden.

Artikel 2.-

Elk verlof tot verbranding wordt in de volgorde van de verrichting geklasseerd.

Er wordt een register gehouden, waarvan het model door de Minister van Binnenlandse Zaken wordt vastgesteld.

Artikel 3.-

Degene die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien en een verwante van de overledene mogen de verbranding bijwonen.

Artikel 4.-

Handvatten en andere niet-houten belegsels worden weggenomen vooraleer de kist in de verbrandingskamer wordt gebracht.

Een vuurvast voorwerp waarop het volgnummer van de verbranding voorkomt, wordt met de kist in de oven gebracht.

.../...

Artikel 5.-

Nadat het metaal is verwijderd, wordt de as fijngemalen.

De burgemeester van de gemeente waar de bij het crematorium gelegen begraafplaats zich bevindt, kan in geval van overmacht de overgifte van de as uitstellen.

Artikel 6.-

De te begraven as wordt samen met het in artikel 4 bedoelde vuurvaste voorwerp geborgen in een urn, die hermetisch gesloten wordt en waarop het volgnummer van de verbranding vermeld staat.

In geval van begraving stelt de gemeenteraad de oppervlakte van de kuilen vast.

Artikel 7.-

§ 1. Het columbarium kan uit open of uit gesloten nissen bestaan.

Het bepaalde in de artikelen 6, 7 en 8 van de wet van 20 juli 1971 is erop van toepassing.

§ 2. De in een columbarium bij te zetten as wordt samen met het vuurvaste voorwerp geborgen in een urn, die hermetisch gesloten wordt en waarop het volgnummer van de verbranding vermeld staat.

Zijn de nissen open, dan wordt de asurn geborgen in een uit duurzame stof vervaardigde sierurn, waarvan vorm, afmetingen en materiaal door de gemeenteraad worden bepaald. De sierurn wordt hermetisch gesloten en vastgezet in de nis.

.../...

Artikel 8.-

Wanneer de as verstrooid moet worden, geschiedt dit op een gazonperceel, voor welks onderhoud de gemeente instaat.

De verstrooiing geschiedt door middel van een daartoe bestemd toestel, dat alleen door de daartoe aangestelde bediend wordt.

Wanneer de verstrooiing op de bij het crematorium gelegen begraafplaats onmiddellijk na de verbranding plaatsvindt, wordt de as in het voor de verstrooiing dienende toestel gedaan.

Wanneer de verstrooiing op de begraafplaats om uitzonderlijke redenen moet worden uitgesteld, wordt de as samen met het vuurvaste voorwerp bewaard in een gesloten bus.

Wanneer de verstrooiing op een andere begraafplaats of in het buitenland moet geschieden, wordt de as samen met het vuurvaste voorwerp geborgen in een urn, die hermetisch gesloten wordt en waarop het volgnummer van de verbranding vermeld staat.

As die na drie maanden niet is afgehaald, wordt overeenkomstig het eerste en het tweede lid verstrooid op de begraafplaats waar zich het crematorium bevindt.

.../...

Artikel 9.-

De begraving, berging in een columbarium of verstrooiing van de as wordt opgetekend in een register, door de gemeente te houden op de begraafplaats waar ze plaatsheeft.

Artikel 10.-

Degene die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien, beslist in voorkomend geval over de wijze waarop de urn met de asurn zal worden overgebracht en ziet toe dat dit volgens de eisen van de welvoeglijkheid geschiedt.

Voor de overbrenging is verlof vereist als voor lijkenvervoer.

Artikel 11.-

Het koninklijk besluit van 17 oktober 1932 tot uitvoering van de wet van 21 maart 1932 waarbij de lijkverbranding wordt toegelaten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1939, wordt opgeheven.

Artikel 12.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

G. ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté par M.J. FORTPIED, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H.J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.